

COMPTE RENDU DU WEBINAIRE N°2

Webinaires sur le climat - Sociétés et communautés

Communautés autochtones et savoirs endogènes : vers des stratégies d'adaptation équitables

26 février 2026

N°2

Webinaires Climat

SOCIÉTÉS & COMMUNAUTÉS

Communautés autochtones
et savoirs endogènes :
vers des stratégies d'adaptation équitables

Jeudi 26 février 2026
en ligne | 14h00 - 15h30 GMT

Inscription https://urls.fr/jh_uro

Webinaires sur le climat - Sociétés et communautés

Communautés autochtones et savoirs endogènes : Vers des stratégies d'adaptation équitables

Le webinaire consacré aux « *Communautés autochtones et savoirs endogènes : vers des stratégies d'adaptation équitables* » s'inscrit dans la dynamique de renforcement des capacités portée par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), avec l'appui du programme régional « *Mise en œuvre des priorités régionales et nationales d'adaptation en Afrique centrale et de l'Ouest (PACO)* » – un programme financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, du Climat, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMUKN) dans le cadre de l'*Initiative internationale pour le Climat (IKI)* et exécuté par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Cette rencontre a réuni une audience diversifiée issue de plusieurs pays francophones, témoignant de l'intérêt croissant pour les approches d'adaptation fondées sur les savoirs traditionnels et les pratiques communautaires.

Introduction

Le webinaire « *Communautés autochtones et savoirs endogènes : vers des stratégies d'adaptation équitables* » a suscité un intérêt marqué au sein de la communauté francophone engagée sur les enjeux climatiques. La page d'inscription a enregistré 5 023 affichages, donnant lieu à 1 000 inscriptions, dont trois annulations. Le jour de l'événement, **141 participants ont effectivement pris part aux échanges**, confirmant la pertinence du thème et l'importance accordée à la valorisation des savoirs autochtones dans les stratégies d'adaptation.

L'analyse des données d'inscription révèle une participation majoritairement masculine, représentant 74 % des inscrits, soit l'équivalent de 104 participants recalculés parmi les 141 présents. Les femmes représentaient 26 % des inscrits, soit 37 participantes. La répartition par âge montre une audience relativement jeune, avec 61 % de participants âgés de moins de 35 ans, soit 86 personnes. Les profils professionnels étaient diversifiés : 45 étudiants, 48 salariés, 27 entrepreneurs et 23 personnes en recherche d'emploi. Cette diversité illustre la transversalité des enjeux liés aux savoirs endogènes et l'intérêt croissant des jeunes générations pour les approches d'adaptation fondées sur les pratiques communautaires.

Synthèse du webinaire

Dès l'ouverture, **Lionelle Ngo Samnick** a rappelé la profondeur de la vision autochtone du monde, exprimée dans la formule : « *Nous sommes la terre et la terre est nous* ». Cette perspective, qui associe intimement l'humain, la nature et le vivant, a servi de fil conducteur à l'ensemble des échanges. Elle a souligné que les savoirs endogènes ne se limitent pas à des pratiques techniques, mais constituent des cosmologies, des systèmes de valeurs et des modes d'habiter le monde transmis depuis des générations. Ces connaissances, ancrées dans l'observation fine des écosystèmes et la transmission orale, représentent aujourd'hui des leviers essentiels pour renforcer la résilience face aux impacts croissants du changement climatique. Pourtant, dans de nombreux pays francophones, elles demeurent encore insuffisamment documentées, reconnues ou intégrées dans les stratégies nationales d'adaptation.

Dans son allocution, Ndiaga Diop, représentant de la GIZ, a rappelé que ce webinaire s'inscrit dans une série de vingt rencontres thématiques visant à renforcer la collaboration régionale sur l'adaptation climatique. Il a salué la pertinence du thème et souligné l'importance de créer des espaces de dialogue permettant de valoriser les savoirs autochtones et de renforcer leur prise en compte dans les politiques publiques.

Cadre stratégique et enjeux régionaux

Les interventions ont mis en évidence l'importance stratégique des savoirs endogènes dans les dynamiques d'adaptation. Les peuples autochtones jouent un rôle déterminant dans la gestion durable des terres, des forêts, de l'eau et de la biodiversité. Leur connaissance intime des cycles écologiques, des espèces et des équilibres naturels constitue un patrimoine vivant, façonné par l'expérience, l'observation et la transmission intergénérationnelle. Ces savoirs, profondément holistiques, intègrent des dimensions spirituelles, sociales et techniques qui contrastent avec les approches plus sectorielles de la science occidentale.

Malgré leur efficacité démontrée, ces systèmes de connaissances restent encore marginalisés dans les cadres institutionnels. Les défis liés à la reconnaissance juridique des territoires autochtones, à la sécurisation foncière, à l'accès au financement climatique et à la documentation des pratiques traditionnelles demeurent importants. Les intervenants ont souligné la nécessité d'une approche inclusive, fondée sur la reconnaissance des droits, le respect du consentement libre, préalable et informé, et l'intégration systématique des savoirs endogènes dans les stratégies nationales d'adaptation.

Regards croisés : expériences de la RDC, du Sénégal et du Mali

L'expérience de l'ANAPAC en République démocratique du Congo

Daniel Mabengo, représentant de l'Alliance nationale d'appui et de promotion des aires conservées communautaires (ANAPAC), a présenté une analyse approfondie de la gouvernance culturelle et de la résilience climatique en RDC. Il a rappelé que les savoirs endogènes constituent un système dynamique et adaptatif, fondé sur une compréhension holistique des écosystèmes. Pour les communautés autochtones, la forêt est perçue comme une entité vivante, une « âme » et une source de vie, ce qui fonde une relation de respect et de responsabilité envers le territoire.

L'ANAPAC a identifié trente-deux aires conservées communautaires couvrant plus de 678 000 hectares, bien que leur reconnaissance juridique demeure un défi majeur. Les études menées dans les sites de Angayo et Nganza de la forêt de Bembiteli démontrent la supériorité écologique des systèmes de gestion traditionnels, avec une séquestration carbone atteignant 225,8 tonnes par hectare et une biodiversité remarquable comprenant 117 espèces recensées. Les interdits rituels, les zones sacrées et les règles culturelles contribuent directement à la préservation des écosystèmes, en limitant l'accès à certaines ressources ou en encadrant les pratiques de chasse et de pêche.

Daniel Mabengo a également mis en lumière les pratiques agroécologiques développées par les communautés, notamment l'utilisation de fertilisants biologiques, les systèmes de jachère longue, les associations culturelles et la valorisation des arbres nourriciers. Il a souligné le rôle central des

femmes et des jeunes dans la transmission des savoirs, la gestion des ressources et la préservation des pratiques culturelles. Enfin, il a évoqué les opportunités et les risques liés aux mécanismes de financement climatique, en insistant sur la nécessité de garantir le respect des droits fonciers, la préservation des sites culturels et l'accès direct aux financements.

La perspective analytique de l'UICN

Ali Coulibaly, Chargé du projet COLOURS de l'UICN, a apporté une perspective complémentaire en soulignant la reconnaissance croissante des savoirs endogènes dans les cadres internationaux, notamment depuis le Sommet de la Terre et l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Il a rappelé que les savoirs autochtones se caractérisent par leur transmission orale, leur ancrage dans l'observation et leur approche holistique, qui intègre les dimensions écologiques, sociales et spirituelles.

L'UICN met en œuvre plusieurs projets visant à promouvoir le leadership autochtone, notamment le projet COLOURS en RDC et au Cameroun, ainsi que des initiatives de restauration des mangroves au Sénégal. Les expériences de terrain montrent que les savoirs autochtones complètent efficacement les outils scientifiques, notamment dans les inventaires fauniques, l'identification des espèces, l'orientation en forêt et la compréhension des cycles écologiques. Les sites sacrés et les interdits culturels constituent par ailleurs des zones de biodiversité particulièrement bien conservées, démontrant l'efficacité des systèmes traditionnels de gestion.

Approfondissement thématique : savoirs endogènes, science et équité

L'intervention d'**Aminata SIDIBÉ-BA**, Directrice de projets climat et biodiversité au sein d'Écologie Universelle, a apporté une perspective structurée sur la valeur écologique des savoirs autochtones et sur les conditions nécessaires à leur pleine reconnaissance dans les politiques d'adaptation. Elle a rappelé que 80 % de la biodiversité mondiale est conservée sur des territoires autochtones, soulignant que ces communautés détiennent des systèmes de connaissance intergénérationnels fondés sur l'observation fine des cycles écologiques, l'adaptation continue aux changements et une gouvernance communautaire implicite. Elle a insisté sur trois messages clés : les savoirs autochtones constituent de véritables expertises écologiques, ils produisent des résultats mesurables, et ils sont indispensables à l'adaptation climatique.

Elle a ensuite replacé ces savoirs dans le cadre international, rappelant les avancées de l'article 8(j) de la Convention sur la diversité biologique, les progrès récents de la COP de Cali et l'importance du Cadre mondial pour la biodiversité. Selon elle, les textes existent, mais le défi réside désormais dans leur opérationnalisation et dans la création de mécanismes concrets d'intégration.

À travers l'exemple des deltas du Sénégal, elle a montré comment science et mémoire locale dialoguent depuis plus de vingt-sept ans pour protéger des écosystèmes sensibles, démontrant que l'adaptation est déjà en cours dans les territoires. Elle a également mis en lumière les angles morts des politiques actuelles : faible cartographie des initiatives locales, participation souvent consultative, fragmentation entre climat et biodiversité, financement direct insuffisant et manque de données consolidées. Elle a conclu en appelant à des stratégies d'adaptation véritablement

équitable, fondées sur la co-construction, la reconnaissance des savoirs comme outils stratégiques et la restitution nationale des avancées internationales.

L'intervention de **Hadi TOURE**, Cofondatrice et Présidente d'AFR'EAU, a prolongé cette réflexion en illustrant la manière dont les pratiques traditionnelles peuvent dialoguer avec la gouvernance moderne de l'eau. À travers le projet *Dji Mansa*, elle a présenté un ensemble de pratiques de purification de l'eau au Mali et au Niger, montrant comment les savoirs locaux – notamment ceux portés par les femmes et les anciens – constituent des solutions pertinentes face aux défis de pollution et de maladies hydriques. Elle a rappelé le rôle central des femmes dans la collecte de l'eau et leur légitimité sociale dans la gestion communautaire, ainsi que l'importance des figures traditionnelles comme les *Sorko* pour assurer la continuité et la transmission des savoirs.

Principaux enseignements de la session de questions-réponses

La session de questions-réponses a permis de mettre en lumière plusieurs enjeux structurants pour l'intégration effective des savoirs endogènes dans les stratégies d'adaptation. Les échanges ont d'abord souligné l'importance d'une **reconnaissance juridique et institutionnelle plus robuste** des territoires autochtones, condition indispensable pour sécuriser les droits fonciers, protéger les sites culturels et garantir la continuité des pratiques traditionnelles. Les participants ont insisté sur la nécessité d'un **accès direct et équitable au financement climatique**, rappelant que les mécanismes actuels demeurent souvent complexes, peu accessibles et insuffisamment adaptés aux réalités communautaires. La question du **consentement libre, préalable et éclairé** a également été au cœur des discussions, les intervenants rappelant qu'il constitue un principe non négociable pour toute intervention sur les territoires autochtones.

Les échanges ont également mis en évidence la valeur stratégique des savoirs endogènes pour la conservation et l'adaptation, tout en soulignant les défis persistants liés à leur documentation, leur transmission et leur articulation avec les approches scientifiques. Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de **renforcer la participation pleine et effective des communautés**, non seulement comme bénéficiaires, mais comme co-décideurs et co-producteurs des politiques publiques. La question de la **transmission intergénérationnelle**, du rôle central des femmes et de la jeunesse, ainsi que la place des pratiques culturelles dans la gestion durable des écosystèmes, a suscité un intérêt particulier. Enfin, les discussions ont mis en évidence l'urgence de **mieux cartographier les initiatives locales**, de consolider les données existantes et de créer des espaces de dialogue pérennes entre communautés, scientifiques et institutions afin de bâtir des stratégies d'adaptation véritablement équitables et ancrées dans les territoires.

Le webinaire complet est disponible en libre accès et peut être visionné à l'adresse suivante



<https://youtu.be/Wq1o8GnLKl0?si=P3aefB2tdByo31SL>

Conclusion

Les échanges ont mis en évidence la nécessité de renforcer la reconnaissance juridique des territoires autochtones, d'accélérer la sécurisation foncière et de garantir l'accès direct aux financements climatiques. Les intervenants ont souligné l'importance d'intégrer systématiquement les savoirs endogènes dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et dans les politiques publiques d'adaptation. Ils ont également insisté sur le rôle essentiel des femmes et des jeunes dans la transmission des savoirs, la gestion des ressources et l'innovation sociale. Enfin, la notion de justice cognitive a été mise en avant comme un principe fondamental pour reconnaître la valeur des systèmes de connaissances non occidentaux et promouvoir une adaptation véritablement équitable.